

L'OLUCOME dénonce "des contrats coûteux et illégaux" signés par le Burundi

@rib News, 15/08/2017 A Son Excellence Monsieur Pierre Nkurunziza, Président de la République du Burundi avec les assurances de notre plus haute considération à Bujumbura
 Objet : Demande d'annuler la requête d'un crédit du Gouvernement burundais à la banque chinoise « Exim Bank » et les contrats coûteux, illégitimes, illégaux, odieux et insoutenables signés par le Burundi. Excellence Monsieur le Président,

Nous avons un grand honneur de nous adresser auprès de votre haute autorité pour vous demander avec insistance d'annuler la requête d'un crédit du Gouvernement du Burundi envers la banque chinoise « Exim Bank » à hauteur de 32,6 millions de dollars américains remboursables dans 20 ans et les contrats coûteux signés par le Burundi dans ces dernières années. En effet, Excellence Monsieur le Président, en ce 3 août 2017, l'Assemblée Nationale vient d'adopter un projet de ratification d'un crédit de 32.6 millions USD qui sera octroyé à la République du Burundi par la Banque chinoise « Exim Bank » dans la réalisation du projet presque privé de migration vers la télévision numérique au Burundi. Lors de la séance des questions et réponses au Ministère de la Communication, ce dernier a précisé que les actions de la société chinoise Startimes sont de 60% contre les 40% de la société Radio et Télévision Nationale du Burundi (RTNB). Ce qui implique que, Excellence Monsieur le Président, une société chinoise Startimes possède un dernier mot devant la RTNB, une société étatique d'un pays réputé indépendant. Lire l'intégralité de la lettre

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});